

Grand angle

Prêts de la Banque mondiale

Du jamais vu depuis 1964...

● La Banque mondiale (BM) est le premier créancier multilatéral du Maroc. Ces deux dernières années, les volumes de prêts ont atteint des niveaux records. Décryptage.

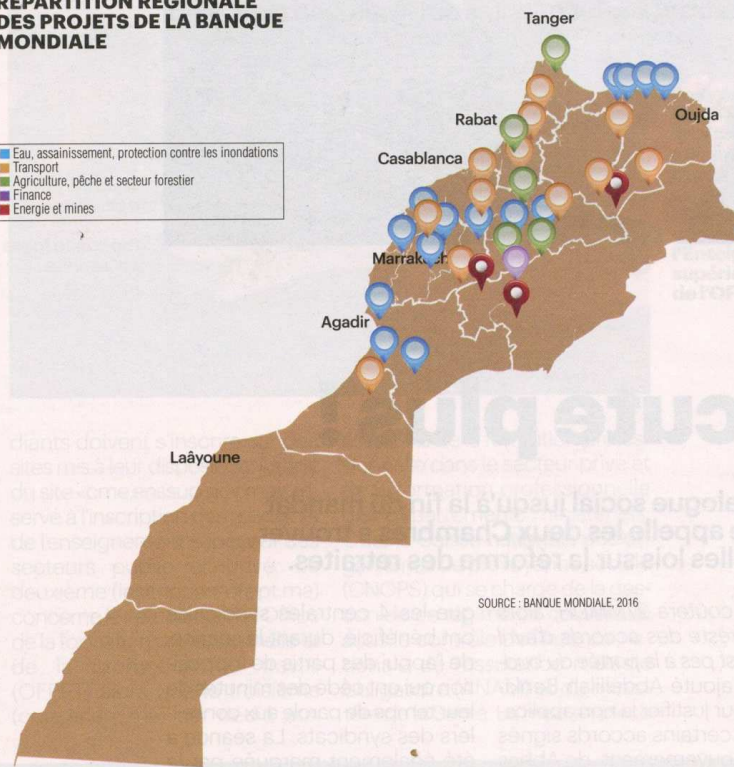
Entre le gouvernement actuel et la BM, c'est la lune de miel. En 2015 et 2014, les prêts accordés par l'institution de Washington ont atteint des records historiques. Le gouvernement a reçu plus d'un milliard de dollars en 2015. L'année d'avant, l'Exécutif a reçu sous forme de prêts, 1,095 milliard de dollars, soit les plus importants volumes depuis 1964, année du démarrage de l'activité de l'institution au Maroc (voir graphique p.5).

Vitesse de croisière

Pour les responsables du Groupe de la Banque mondiale (GBM) au Maroc, ce niveau de décaissement correspond à l'arrivée du Cadre de partenariat stratégique (CSP) 2014-2017 et à sa vitesse de croisière (voir interview ci-contre). En nombre de projets, la BM en a soutenu six en 2015 et sept l'année d'avant. Pour retrouver un niveau d'engagement similaire, il faut remonter à la période du Programme d'ajustement structurel (PAS). La période 1982-84 avait connu un «engouement» semblable pour le financement venu de la Banque mondiale. Concernant les projets en cours, l'institution finance ou assiste techniquement 13 projets répartis sur 99 localités (voir carte). À titre d'exemple, la BM est aujourd'hui le premier bailleur de fonds du Plan Maroc vert. De côté du gouvernement, on se félicite de cette confiance : «Notre excellente coopération avec la BM a permis au Maroc d'être cité en modèle», se targue Mohamed El Ouafa, ministre délégué aux Affaires générales et à la gouvernance, chargé de coordonner la relation avec cette institution. Cette confiance a un coût. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), filiale de la BM, est devenue depuis 2014 le 2^e créancier extérieur du Trésor avec 13,3% de l'encours de la dette extérieure publique, juste après la France (13,5%), note le dernier rapport sur la dette pu-

RÉPARTITION RÉGIONALE DES PROJETS DE LA BANQUE MONDIALE

■ Eau, assainissement, protection contre les inondations
■ Transport
■ Agriculture, pêche et secteur forestier
■ Finance
■ Énergie et mines



SOURCE : BANQUE MONDIALE, 2016

blique. Parmi les créanciers multilatéraux, la BM occupe la première place avec un encours de 37MMDH, soit 29% du total de la dette multilatérale du Trésor.

Le CSP sous la loupe

Précisons d'abord que le GBM se compose de cinq institutions, chacune avec des métiers différents. La BIRD et l'Association internationale de développement (AID) for-

ment la BM. La Société financière internationale (SFI) est spécialisée dans le financement du secteur privé. L'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI) offre une assurance dans les pays en développement. Enfin, le Centre international pour le règlement des différends (CIRDI) est la Cour de conciliation et d'arbitrage des différends liés aux investissements. Du fait de ces multiples métiers, le

● ● ●
Pour retrouver un niveau d'engagement similaire, il faut remonter à la période du Programme d'ajustement structurel (PAS).

PAR SALAHEDDINE LEMAIZI
s.lemazi@leseco.ma

spectre d'intervention du GBM est très large au Maroc. L'institution est présente dans le soutien à l'irrigation, l'amélioration des réseaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement ou les routes rurales. Le GBM est présent dans plusieurs projets d'investissements, le soutien aux réformes de croissance verte (Noor 1), de gouvernance, de compétitivité et des marchés de capitaux pour les injections budgétaires. Dans les secteurs sociaux, la BM appuie l'INDH, la santé primaire en milieu rural et l'amélioration des transports urbains à travers des prêts-programmes pour résultats. La BM ne se limite pas au soutien financier au Maroc. Elle apporte une assistance technique dans les domaines de la gouvernance, de la protection sociale et de travaux analytiques. Pour réguler l'ensemble de ses interventions, le CSP joue le rôle de tableau de bord. «Ce plan d'actions nous permet de travailler ensemble sur le moyen terme. C'est fini le temps du court terme», tranche El Ouafa. Cette feuille de route est en cours d'évaluation. «Le CPS est un cadre flexible qui s'adapte aux priorités de développement du gouvernement d'où sa révision à mi-parcours, actuellement en cours pour d'une part évaluer les résultats réalisés jusque-là dans le cadre des différents programmes et projets que nous appuyons, d'autre part pour revoir les objectifs et priorités assignés pour la seconde phase de ce partenariat», précise Michael Hammaide, chargé des opérations principales pour le Maroc. Une équipe de la BM a rencontré les responsables du gouvernement en décembre pour lancer cette évaluation. D'ores et déjà, le gouvernement affiche son optimisme. «Le résultat de l'évaluation nous dira précisément l'état d'avancement de notre partenariat. Maintenant, l'application du CSP est sur la bonne voie», prévoit El Ouafa.

El Ouafa : «La Banque mondiale ne nous dicte rien»

Le ministre délégué aux Affaires générales et à la gouvernance balaie d'un revers de main toute «prétendue» perte de souveraineté du gouvernement dans sa relation avec la Banque mondiale. «La Banque mondiale ne nous dicte rien», lance-t-il. Et d'ajouter : «Le gouvernement actuel a engagé ses propres réformes». El Ouafa estime que l'actuel gouvernement se garde une marge de manœuvre. «Nous avons réfléchi à nos propres réformes. A contrario avec les anciens gouvernements, nous avons mis de côté le diagnostic réalisé par cette institution pour appliquer notre vision de la réforme. C'est le cas du secteur de l'électricité, de l'eau et de la compensation».

Banque mondiale

COP22, marchés des capitaux, PME.... les priorités

● La Banque mondiale et le Maroc évaluent l'actuel Cadre de partenariat stratégique (CPS). Dans la foulée, la prochaine feuille de route est déjà sur les rails. Le chargé des opérations pour le Maroc décline les priorités de l'institution pour 2016.

INTERVIEW

Michael Hamaide
Chargé des opérations
principales pour le Maroc



Les ÉCO : À mi-parcours, quel est le taux de réalisation du Cadre de partenariat stratégique (CPS) 2014-17, entre le Maroc et le Groupe Banque mondiale ?

Michael Hamaide : Ce taux peut se mesurer à plusieurs niveaux. En termes de niveau d'engagement financier, par exemple, on relève une montée en échelle du volume de nouveaux prêts engagés, pour atteindre une enveloppe annuelle de près d'un milliard de dollars par an. D'autre part, la composition du portefeuille a connu une plus grande diversification au profit de plus de financements concentrés sur des projets d'investissement et des programmes sur des résultats. En ce qui concerne le programme d'appui, une grande majorité des activités, qui avaient été envisagées pour la première moitié de la période du CPS, ont été lancées ou réalisées. Il reste encore à apprécier les réalisations, à ce jour en termes de résultats, dont les indicateurs et valeurs cibles sont déclinés, dans le cadre de suivi et évaluation du CPS. Cet exercice d'évaluation est actuellement en cours, et permettra d'avoir une image complète et claire du taux de réalisation du CPS, ainsi que d'apporter tous les ajustements éventuels nécessaires. Globalement, et sur la base des premiers éléments disponibles à ce stade, le taux de réalisation du CPS semblerait être relativement positif à mi-parcours.

Avez-vous entamé des discussions avec le gouvernement et les partenaires publics et privés pour préparer le prochain CPS ?

Le prochain CPS, qui devrait couvrir les exercices fiscaux 2018-2021, sera d'abord précédé d'un Diagnostic stratégique pays (SCD) et s'alignera, davantage, sur les axes de la nouvelle stratégie de la Banque mondiale pour la région MENA qui vise la contribution à l'amélioration du contrat social dans les pays de la région, le renforcement de la résilience des économies, le redressement et la reconstruction et enfin l'amélioration de l'intégration régionale. Concernant le SCD, celui-ci servira de base analytique à la réflexion et à la définition des priorités du prochain cadre de partenariat, en étroite collaboration avec le gouvernement, la société civile, le secteur privé, et les autres partenaires de développement.

Quelles sont les priorités (financement, assistance technique) de la Banque mondiale pour l'année 2016 au Maroc ?

Nos priorités d'action, pour 2016,

restent, bien entendu, d'abord guidées par les axes prioritaires du CPS. Nos appuis en 2016 seront, également, sensibles au rôle important que va jouer le Maroc, cette année, en tant que pays d'accueil du prochain Sommet mondial sur le changement climatique (COP22), ainsi qu'à la nouvelle stratégie de la Banque mondiale pour la région MENA, et en particulier son premier axe : la contribution à l'amélioration du contrat social. Dans ce contexte, et selon le rythme d'avancement de nos appuis et du degré d'engagement des diverses parties prenantes, nous espérons pouvoir, cette année, voir aboutir des finan-

gements qui concerneraient notamment le renforcement de la gestion intégrée des risques liés aux catastrophes naturelles, le développement des marchés de capitaux et des mécanismes de financement des PME et l'optimisation du secteur agroalimentaire et du commerce des produits agricoles.

Le taux d'endettement des entreprises publiques, comme l'ONEE, est important. Comment votre institution gère-t-elle le risque qui pèse sur ces entreprises ?

Les activités d'appui, destinées aux entreprises publiques, telles que l'ONEE, ont généralement pour vocation de renforcer les capacités financières, techniques, humaines et institutionnelles de ces dernières, tout en promouvant un cadre réglementaire et légal qui soit le plus pertinent possible. Dans le cadre de la préparation de tout nouvel appui de la Banque mondiale, qu'il soit destiné à une agence gouvernementale ou à une entreprise publique, une évaluation financière et économique rigoureuse est menée. Celle-ci permet d'identifier les faiblesses et risques financiers, tant du projet envisagé que de l'emprunteur, et de s'assurer que des modalités de mise en œuvre et des activités d'appui adéquates puissent être intégrées dans la définition du projet, ceci en vue de minimiser (voire prévenir) toutes conséquences négatives sur le projet et l'emprunteur. Enfin, il est important de noter, également, que tous prêts, octroyés par la Banque mondiale à une entreprise publique, telle que l'ONEE, sont adossés d'une garantie souveraine du gouvernement.

PROPOS RECUEILLIS PAR S.I.

●●●
Tous les prêts, octroyés par la Banque mondiale à une entreprise publique, sont adossés d'une garantie souveraine du gouvernement.

VOLUME DES PRÊTS PAR EXERCICE (EN MILLIONS DE USD)

